

EXPLIQUE MOI LA GÉOPO'

N°4

E
M
L
G



République démocratique du Congo : quand un conflit mène à une catastrophe humanitaire



Une Europe à deux vitesses
sur le climat à la veille de la
COP 28 ?



Y a-t-il des conflits
d'intérêt au sein
des ONG ?



€661

17 NOV - 29 NOV 2023

SOMMAIRE

DOSSIERp.4

RDC : pillage des ressources naturelles et catastrophe humanitaire, le conflit continue

Christophe Rigaud : "Il n'y a jamais vraiment eu de paix en RDC"

AFRIQUEp.6

Kenya : un sommet pour lutter contre la pollution plastique

Guerre au Soudan : le plus grand désastre humanitaire du moment

AMERIQUESp.7

Big Four de la finance et Big Four de l'écologie, peut-on toujours faire la différence ?

La chine creuse un peu plus son trou au Pérou

ASIEp.8

Israël a finalement accepté un cessez-le-feu

La Corée du Nord viole les résolutions de l'ONU en lançant un nouveau satellite espion

EUROPEp.9

L'Union Européenne à deux vitesses pour la COP 28

La Finlande ferme ses frontières avec la Russie

FRANCEp.10

Emmanuel Macron en visite en Suisse

La France renforce sa dissuasion nucléaire

FOCUS PHOTOp.11

Les Rohingyas, l'histoire d'un peuple rejeté

REVUE DE PRESSEp.12

Javier Milei, le « Trump de la pampa », élu président de l'Argentine





Manon Prunier

→ Un mot de notre cheffe de rédac'

Salut jeune lecteur,

Les guerres et les conflits rythment l'actualité géopolitique, surtout en ce moment avec les combats entre l'Israël et le Hamas. Cette guerre au Proche-Orient détournerait même, selon le président ukrainien Zelensky, l'attention des occidentaux face à celle que connaît son propre pays. Cette remarque soulève la question du traitement médiatique des conflits.

Une guerre est-elle plus importante qu'une autre ? La réponse est non, évidemment. Pourtant, les conflits traités restent souvent les mêmes. Concentrés autour de l'Europe et de l'Asie, le monde occidental délaisse souvent le continent Africain. Mais, il n'en est pas moins le théâtre d'événements tragiques. L'opinion publique n'a pas énormément d'avis sur les combats menés en Afrique car, même si la presse traite ce continent, il est bien moins mis en avant et souvent pas assez expliqué. Ce qui ne permet pas au lecteur de comprendre en détails toute la nature du conflit.

La rédaction du magazine EMLG, met l'Afrique à la même échelle que les autres continents. Dans ce numéro, vous pourrez retrouver des articles traitants de la République démocratique du Congo et les conflits armés au Soudan et Soudan du Sud.

La reco' de la rédac' :



Chroniques Birmanes de Guy Delisle

Roman graphique

Rédaction

47 r Serg Michel Berthet, 69009 Lyon
Tél : 06 75 77 32 62
Questions à la rédaction : expliquemoilagepopo@gmail.com

Directeur de publication

Patrick Girard

Rédacteur en chef

Manon Prunier

Rédacteur en chef pôle réseaux sociaux

Flavie Roussel

Secrétaires de rédaction

Joris Rollier et Alicia Tournier

Maquettiste

Antonin Rollion

Crédit Une : Phil Moore/AFP |Euraactiv

Dossier

Flavie Roussel et Lila Rollet

Amérique

Rébecca Sannino et Cléo Vignat

Asie

Joris Rollier et Cléo Vignat

Afrique

Alexandre Pérou et Arno Souadia

Europe

Marny Poyet et Sacha Rannou

France

Alexandre Pérou et Sacha Rannou

Focus Photo

Alicia Tournier

Revue de presse

Timothée Thomas-Collignon



Timothée



Lila



Alexandre



Marny



Flavie



Rébecca



Joris



Arno



Antonin



Alicia



Cléo



Sacha



@expliquemoilagepopo



@EMLGbyISCPA

DOSSIER

République démocratique du Congo : entre pillages des ressources naturelles et catastrophes humanitaires, le conflit continue



Le conflit a repris en République démocratique du Congo depuis le mois d'octobre face aux rebelles du Mouvement du 23-Mars. Les ressources sont pillées et les populations violentées, ce conflit qui dure depuis longtemps mène aujourd'hui à une catastrophe humanitaire.

Cela fait 30 ans que la République démocratique du Congo est au cœur d'un conflit qui semble interminable. Après six mois plus calmes, les affrontements ont repris plus agressivement début octobre entre le M23 et les groupes armés locaux. Ils ont eu lieu notamment dans la province du Nord-Kivu, à l'Est du pays. Le M23 est composé d'anciens militaires de l'armée congolaise qui se sont rebellés, et est financé et armé par le Rwanda. Ce groupe armé est la principale cause du désordre dans l'Est du Congo, qui réprime la population.

Les ressources minières au cœur des conflits

Si le conflit a commencé pour des raisons ethniques, aujourd'hui, ce sont les ressources naturelles qui attirent les forces rebelles. Le lithium et le cobalt sont des composants essentiels des batteries de téléphone. La République démocratique du Congo est riche de ces deux éléments et les forces du M23 exploitent illégalement ces ressources. En 2013, les minerais représentaient 28 % du total des exportations du Rwanda, alors que ce pays ne dispose pas de gisements suffisants pour assurer une telle production. Les minerais sont un pilier dans l'économie de la RDC, sans ce pilier, l'État a du mal à financer son armée. Elle n'est donc pas capable de se défendre toute seule. Néanmoins, elle bénéficie de l'aide de l'ONU qui a envoyé ses Casques Bleus dans une mission de maintien de la paix. Depuis 1990, le Rwanda était soutenu par les États-Unis, mais en 2012, ils se sont désolidarisés et ont demandé la fin des violences dans l'Est de la RDC.

Une catastrophe humanitaire

Les victimes de ce conflit sans fin sont les civils, notamment les habitants de l'Est de la RDC. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (L'UNICEF) et l'Organisation des Nations Unies (ONU) dénoncent largement les violences que subit la population. Des enfants sont recrutés par les forces armées, pendant que d'autres sont violés. Durant les 6 premiers mois de 2023, les meurtres et mutilations d'enfants ont augmenté de 32 % comparé à l'année dernière en RDC. En 2021 et 2022, la RDC a enregistré le plus grand nombre de cas vérifiés de violences sexuelles contre des enfants commises par des groupes armés. Face à toutes ces violences, 6,1 millions de personnes ont dû quitter l'Est de la RDC. Il y a des conséquences à l'échelle nationale. La production agricole vitale du pays est perturbée, donc beaucoup souffrent de la faim. « La crise de la sécurité alimentaire pour de nombreuses personnes en RDC reste critique, avec plusieurs défis - insécurité, dévastation et manque d'infrastructures, faible accès à des intrants de qualité et au financement qui compromettent leurs chances de pouvoir se nourrir correctement et de nourrir leurs familles. » explique Aristide Ongone, Représentant de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture en RDC. Bien que certaines ONG mettent en œuvre une aide humanitaire dans le pays, cela ne suffit pas et la situation reste catastrophique.



Les forces du M23 opèrent majoritairement à l'Est du pays © Planification Familiale en RDC

Flavie Roussel et Lila Rollet

Lexique :

Intrants : produits non naturels qui sont ajoutés manuellement dans la culture agricole

ONG : organisation dont le financement est essentiellement privé et qui se consacre à l'aide humanitaire.

Pour aller plus loin :



Le Monde en Cartes :

CONGO : 20 ans de conflits expliqués
Via Youtube

Christophe Rigaud : "Il n'y a jamais vraiment eu de paix à la République démocratique du Congo"

Journaliste à TV5Monde, fondateur du site Afrikarabia, Christophe Rigaud a réalisé de nombreux reportages sur la République démocratique du Congo. Il revient sur les conflits géopolitiques qui sévissent depuis 30 ans à l'Est de la RDC.



© Christophe Rigaud

1) Depuis quand datent les conflits de la République démocratique du Congo, avec ses pays voisins ?



« Le conflit qui est toujours en cours à la République démocratique du Congo (RDC), peut remonter après le génocide des **Tutsi** au Rwanda en 1994. A la suite de ce génocide, 2 millions de Rwandais ont traversé la frontière pour se réfugier au sein de la République démocratique du Congo. Parmi ces réfugiés, il y avait de nombreux responsables du génocide. Tout cela a donné lieu à deux guerres importantes à l'Est du Congo entre 1996 et 1997 et 1998 et 2003. Depuis 2003, il y a toujours des groupes armés qui sont nés de ces conflits et qui sévissent dans la région. On compte 200 groupes armés dans l'Est de la RDC. »

3) Comment les pays occidentaux se sont impliqués dans les conflits ?

« Ils n'ont jamais été impliqués directement, mais depuis 1999 il y a une mission des Nations Unies de maintien de la paix qui s'appelle Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MUSCO). Au Congo, les **Casques bleus** étaient censés maintenir la paix. Mais le problème, c'est qu'il n'y a jamais vraiment eu de paix. Même à la fin du conflit en 2003, il y a toujours eu un conflit qui continue encore. Aujourd'hui, le président Congolais a négocié le départ de cette mission face à son échec. »

5) Peut-on espérer une paix ?

« C'est compliqué, car cela fait 30 ans que ça dure, et qu'il y a un problème de gouvernance avec un pouvoir faible et une économie pauvre. Pour que la paix revienne, il faudrait que le Rwanda cesse de soutenir le M23, qui est la rébellion qui sévit le plus dans l'est du Congo, et aussi que l'armée congolaise saisisse les groupes de rébellion. Il n'y a pas la paix à l'est, car ils essaient de résoudre militairement ce conflit alors qu'il devrait se résoudre diplomatiquement en négociant avec son ennemi. »

2) La RDC a-t-elle bénéficié d'aide d'autres pays ?

« Oui, pendant la deuxième guerre du Congo. On l'appelle la "première guerre mondiale africaine" parce qu'il y a eu 9 pays qui sont rentrés dans ce conflit. Kinshasa, la capitale, a donc bénéficié de l'aide de quelques pays voisins comme le Zimbabwe ou l'Angola. Ce sont des pays qui ont défendu le pouvoir central de Kinshasa par rapport aux rebelles du **M23** qui tenaient tout l'Est du pays. »

4) Face à la puissance du régime rwandais, comment la RDC se défend-elle ?

« On peut dire que depuis 30 ans, par le soutien à des rébellions congolaises, le Rwanda participe à la déstabilisation de l'est du Congo. La RDC a beaucoup de mal à se défendre face à ces rébellions, car l'État ne contrôle pas cette région et possède une armée mal commandée, et sous équipée. Beaucoup de rebelles étaient intégrés à l'armée congolaise, c'est donc un cercle vicieux infernal. »

Lexique :

Le M23 : le mouvement du 23 mars (M23), est un groupe de rebelles composé d'anciens membres du Congrès national pour la défense du peuple rebelle.

Les casques bleus : la Force de maintien de la paix de l'Organisation des Nations unies est une force militaire ayant pour rôle le maintien ou le rétablissement de la paix.

Tutsi : une population vivant au Rwanda, au Burundi et à l'extrême Est de la République démocratique du Congo

Kenya : Un **sommet** pour lutter contre la pollution plastique

Ce lundi 13 novembre, de nombreux acteurs internationaux se sont réunis dans la capitale kényane pour un grand sommet de lutte contre la pollution plastique. Un bel élan mondial en matière d'écologie, malgré des mesures encore loin d'être concrètes.

C'est à **Nairobi** que se sont réunis Etats, ONG et industriels de la pétrochimie pour un sommet mondial contre la pollution plastique. Durant une semaine, les différents acteurs ont négocié et tenté de concrétiser le premier traité mondial sur les déchets plastiques, en vain. Si tous se rejoignent sur l'urgence de mettre en place ces réglementations, personne n'est vraiment d'accord sur la forme qu'elles doivent prendre. La majori-

té des ONG environnementales souhaitent une réduction drastique de la production plastique d'ici 2040.

Ce qui n'est pas vraiment au goût de l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Russie, principaux producteurs de pétrole. Eux, militent davantage en faveur du recyclage. Ces désaccords, en plus de créer tensions et frustrations, ont bloqué les négociations. Pour tenter d'apaiser la situation, le président du Comité international sur le sujet, Luis Vayas Valdivieso, a tenu à rappeler que « Nous ne sommes pas là pour mettre fin au plastique, nous sommes là pour mettre fin à la pollution plastique ». Un objectif finalement très ambitieux, alors que le problème devrait s'aggraver. La production annuelle a plus que doublé en vingt ans pour atteindre



Une montagne de déchets plastiques rassemblés dans une usine de recyclage à Athi River, au Kenya, le 13 novembre 2023. © Tony Karumba/AFP, Libération

460 millions de tonnes. Si rien n'est fait, elle pourrait tripler d'ici 2060. Or, seulement 9 % des plastiques sont recyclés aujourd'hui.

Alexandre Pérou

LEXIQUE

- **Nairobi** : capitale du Kenya
- **Sommet** : Grande réunion, souvent entre acteurs internationaux pour faire avancer une cause



Guerre au Soudan : le plus grand désastre humanitaire du moment

Le Soudan, théâtre d'une crise politique depuis des décennies, est aujourd'hui en proie à un conflit dévastateur qui ne cesse de s'étendre. Depuis le 15 avril 2023, les forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide (FSR) s'affrontent, plongeant ainsi le pays dans une spirale de violence sans merci impliquant un déplacement massif de la population.

De ce conflit émergent des rivalités entre les généraux Abdel Fattah Al-Burhane et Mohamed Hamdane Daglo. Ces deux acteurs importants étaient d'anciens alliés dans leur accession au pouvoir après la chute d'Omar El-Béchir en 2019. Cependant, lorsque le

général Burhane a rejeté l'intégration des paramilitaires du général Daglo, une série de violences entre leurs factions respectives ont vu le jour.

Cette confrontation meurtrière entraîne un bilan humain désastreux. En seulement six mois, plus de 9000 civils sont décédés et plus de 7 millions ont fui le pays, notamment en direction du Tchad.

Face à ce flux de réfugiés, le Tchad est totalement dépassé. C'est un sentiment d'abandon qui prévaut chez le gouvernement tchadien qui demande une aide « massive » de la part des Nations Unies. En effet, le premier ministre du Tchad, Saleh Kebzabo déclare que «



Des militaires de l'armée régulière soudanaise, à Port Soudan le 16 avril 2023. © AFP

Sans votre sollicitude, votre solidarité (ONU) et votre élan de cœur, le Tchad ne pourra pas supporter le poids de cette crise ».

Arno Souadia

Big Four de la finance et Big Four de l'écologie, peut-on toujours faire la différence ?

Les ONG sont perçues comme le dernier espoir pour ramener les objectifs écologiques sur le devant de la scène face aux intérêts commerciaux des États. Cependant, une enquête du magazine *African Arguments* démontre que les principaux dirigeants des quatre plus grosses ONG sont particulièrement affiliés au monde de la finance.

L'écologie et Wall Street font rarement bon ménage. Une enquête d'*African Arguments* révèle que plus de la moitié des membres dirigeants de quatre ONG ont des liens financiers. Ces organisations, The Nature Conservancy, Conservation International, World Wildlife Fund US et Wildlife Conservation Society, soulèvent des inquiétudes. Bien que l'enquête n'affirme ni ne nie la corruption potentielle, elle expose des preuves de projets dou-

Ces ONG dominent le marché du carbone et supervisent son contrôle. Le marché du carbone consiste à faire payer aux entreprises des taxes en fonction de la nuisance de leurs émissions pour le climat. Pour compen-

ser leurs dommages, les entreprises peuvent investir dans des crédits carbone. Une autre enquête de *The Guardian* avait démontré que « 94% des crédits carbone forestiers accordés par l'ONG Verra, leader des crédits carbone, étaient « sans valeurs » et même parfois « pourraient aggraver le dérèglement climatique. » Malgré cela, les quatre ONG continuent de défendre ce principe de compensation des émissions.

La société internationale reste passive. Pourquoi ? Ces géants pèsent 2 milliards de dollars, demandent peu de fonds publics et ont un fort impact à l'ONU et lors des COP sur le climat (certains représentants affirment que leurs rapports sont pris plus au sé-

rieux que ceux de Harvard ou Yale). Leur existence a permis de sensibiliser les pays du Nord aux problèmes économiques, sociaux, environnementaux, des pays du Sud. Or, leurs sièges sont aux États-Unis. Leur influence sur l'hémisphère Sud peut représenter un danger, voire une ingérence, qui les rend incontournables, et éclipse le travail d'ONG locales. Malgré l'absence de preuves de conflits d'intérêts, cette proximité entre finance et écologie soulève des interrogations sur cette étroite relation.

Cléo Vignat et Rebecca Sannino



La Chine creuse un peu plus son trou au Pérou



Projet final du port de Chancay. © DatamarNews

Alors que les rivalités sino-américaines continuent de croître, les Nouvelles routes de la soie s'étendent et tissent des accords commerciaux dans l'ancienne première zone d'influence des États-Unis. Une géopolitique du commerce où tous les coups sont permis.

La ville côtière de Chancay au Pérou (50 000 habitants) voit les travaux d'agrandissement de son port progresser. Derrière ce projet, la Chine possède 60% des parts du futur hub maritime. Un nouveau pied à terre dans l'Amérique Latine s'additionne

aux **Nouvelles routes de la soie** de Xi Jinping. Chancay fait partie des plus gros postes de dépenses du rêve du président chinois. L'investissement total dépasse les 30 milliards de dollars.

Le projet sera terminé fin 2024, mais la Chine s'enorgueillit déjà de la place qu'elle prendra alors sur le continent. Son ambassadeur au Pérou, Liang Yu, déclarait déjà quand le projet s'est décidé l'an dernier, que le futur port industriel pourrait devenir le « nouveau Shanghai d'Amérique du Sud ». L'ambition étant de concurrencer les grands ports des pays voisins.

La Chine est déjà devenue, depuis 2011, le premier partenaire commercial du Pérou, devant les États-Unis. Un accord encore renforcé par le nouveau port : les matières premières seront exportées en premier lieu vers le géant chinois. Une aubaine pour la capitale péruvienne, deuxième productrice de cuivre de la planète (la Chine consomme à elle seule 67% du cuivre produit par an au niveau mondial).

Les Américains voient d'un mauvais œil la nouvelle implantation portuaire. Subissant déjà une baisse de popularité en Amérique Latine, qui était auparavant leur première zone d'influence, les dirigeants craignent que le concurrent chinois parvienne à conquérir d'autres pays latino-américains.

Rebecca Sannino

LEXIQUE

Nouvelles routes de la soie : Les nouvelles routes de la soie sont un projet stratégique chinois initié en 2013 et visant à relier économiquement la Chine aux autres continents, en intégrant les espaces d'Asie centrale par un vaste réseau de corridors routiers, maritimes et ferroviaires.

Les véritables Big Four : ce sont les quatre plus grands cabinets d'audit financier et de conseil au niveau mondial : Deloitte, EY (Ernst & Young), KPMG, PwC (PricewaterhouseCoopers)

ASIE

Israël a finalement accepté un cessez-le-feu

Dans la nuit de mardi à mercredi, un accord a été trouvé entre Israël et le Hamas. Son contenu n'a pas été rendu public. Les belligérants se sont mis d'accord sur la libération d'otages d'un côté, de prisonniers de l'autre, l'entrée de camions humanitaires à Gaza, et une trêve de quatre jours.

Après sept semaines de combats, la trêve de quatre jours entre le Hamas et Israël a débuté ce vendredi 24 novembre. À l'heure de l'écriture, déjà trois vagues de libérations d'otages ont eu lieu. Portant le total des otages libérés à 58. Il s'agit de 40 Israéliens, 17 Thaïlandais, et 1 Philippin. La Thaïlande est la nation avec le plus de victimes après l'État Hébreu. Une diaspora de travailleurs thaïlandais existe en Israël, venus remplacer les Palestiniens qui ont fui Israël après la première intifada. De son côté, Israël a libéré depuis vendredi 117 prisonniers. Des centaines de camions d'aides



Les premiers otages ont été remis au Comité International de la Croix Rouge au poste frontière de Rafah, en Égypte, avant d'être transporté en hélicoptère vers Israël © AFP - Mohammed ABED

humanitaires ont aussi pu entrer dans l'enclave Palestinienne.

Pourquoi Israël a finalement accepté le cessez-le-feu ? Il est vrai qu'Israël se montrait très frileux, contrairement au Hamas, à l'idée d'arrêter les combats, et de laisser au mouvement islamiste la chance de se réorganiser. Mais le gouvernement de Benjamin Netanyahu est déjà tenu comme largement responsable des massacres du 7 octobre. Refuser la trêve et surtout la libération d'otages était difficilement justifiable auprès de la population. La pression diplomatique sur le pays augmente à mesure

que la catastrophe qui se déroule à Gaza continue. Déjà plus de 13 000 personnes seraient mortes sous les bombes de Tsahal. Les négociations se sont entre autres tenues grâce au Qatar, principal médiateur de cette guerre.

Et après ? Le premier ministre israélien a annoncé que dès la fin de la trêve, les combats contre le Hamas reprendront. Mais en acceptant l'accord, Israël a mis un frein à sa logique de "guerre à tout prix". Les pressions sur le pays pour que la trêve soit prolongée se sont multipliées. Notamment des États-Unis, son principal allié, l'Égypte, et le Qatar.

Cléo Vignat

LEXIQUE

Diaspora : dispersion d'une communauté à travers le monde.

Première intifada : affrontements entre Palestiniens et Israéliens, de 1987 à 1993



La Corée du Nord viole les résolutions de l'ONU en lançant un nouveau satellite espion

La Corée du Nord a annoncé ce mercredi 22 novembre avoir mis en orbite un satellite espion. Un lancement qui fait polémique en Corée du Sud, qui a suspendu un accord militaire avec son voisin, comme de nombreux pays dénonçant une violation des résolutions des Nations unies.

La Corée du Nord vient de mettre sur orbite un satellite espion, le Malligyong-1. Selon l'agence officielle nord-coréenne KCNA, une fusée a décollé, mardi soir, et a suivi la trajectoire prévue. Pour Pyongyang, ce lancement de satellite est un droit légitime de pouvoir renforcer ses capacités d'autodéfense. Un missile qui servirait à se protéger de la Corée du Sud et des États-Unis, possible menace pour les Nord-Coréens.

Un satellite qui ne passe pas inaperçu

Ce satellite n'est pas passé inaperçu dans le monde géopolitique. En effet, la Corée du Sud a dans un premier temps répliqué en annonçant la suspension partielle d'un accord militaire signé avec la Corée du Nord en septembre 2018.

Ce lancement a également été condamné par d'autres pays comme les États-Unis, le Japon ou encore les Nations Unies. Farhan Haq, porte-parole adjoint du chef de l'ONU Antonio Guterres a d'ailleurs souligné que : « N'importe quel lancement par la Corée du Nord qui se sert de la technologie de missiles balistiques est contraire aux résolutions du Conseil de sécurité ».



Lancement du satellite nord-coréen Malligyong-1, le 21 novembre 2023 © STR / KCNA VIA KNS / AFP

Au-delà, ce lancement de satellite intervient dans un contexte géopolitique de fortes tensions. En septembre, le président russe Vladimir Poutine a suggéré, après une rencontre avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un, que son pays pourrait aider Pyongyang à construire des satellites. En échange, la Corée du Nord a expédié des armes à la Russie pour le conflit en Ukraine.

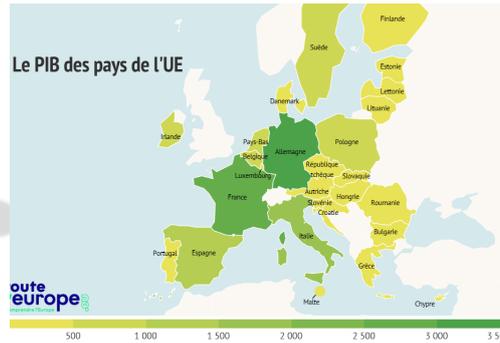
Joris Rollier

Écologie : l'Union Européenne à deux vitesses pour la COP 28

La **COP 28** approche et l'Union Européenne est considérée comme une bonne élève en matière de transition écologique. Cependant, un ralentissement se fait sentir et lorsqu'on se penche sur son cas, il est possible de mettre le doigt sur certains dysfonctionnements.

Le 30 novembre 2023, commencera la COP 28. Cette conférence réunit les 197 États du monde, plus l'Union Européenne, signataires de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (**CCNUCC**). À quelques jours de la grande réunion, l'Union Européenne, qui fait partie des bonnes élèves en matière d'écologie, autorise pour 10 ans supplémentaires l'utilisation du glyphosate. Cet herbicide est très controversé pour ses conséquences néfastes sur la santé et l'environnement. Ce sont 17 États sur 27 qui ont voté « pour » et 10 qui se sont abstenus.

Parmi les 17 pays favorables à l'utilisation du glyphosate, on retrouve les pays de l'Union qui ont les plus faibles **PIB** (carte 1), ainsi que les taux de pauvreté les plus élevés (carte 2) tels que la Roumanie, la Bulgarie ou encore la Pologne.



Ces pays, étant plus pauvres, ont moins de moyens pour aider financièrement les agriculteurs à sortir du glyphosate. La France, par exemple, peut se permettre d'envisager une transition écologique dans ce domaine.



Elle a d'ailleurs créé en 2021 le crédit d'impôt « sortie du glyphosate » qui permet de valoriser financièrement les efforts d'agriculteurs qui se sont tournés vers des alternatives à cet herbicide.

Face aux différences de richesses de ses pays membres, l'Union Européenne est contrainte d'adopter des lois peu contraignantes. Certains pays en profitent. Tandis que l'Italie permet aux restaurants de chauffer leurs terrasses pour répondre au tourisme, la France l'interdit sur son territoire en 2021.

Le **Pacte Vert** adopté en 2019 a fait de l'Union Européenne la meilleure élève du monde en matière d'écologie. Si elle s'engage écologiquement, les différences de ses pays membres sur le plan des moyens financiers et des efforts envers l'écologie peuvent être un frein à l'avancée de sa transition.

Many Poyet

LEXIQUE

CCNUCC : c'est l'une des trois conventions de Rio de Janeiro, adoptées lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Chaque année, les pays ayant signé cette convention sur le climat se retrouvent pour trouver des solutions concrètes contre le changement climatique : c'est la fameuse **COP**.

PIB : le Produit Intérieur Brut est un indicateur économique qui permet de quantifier la production de richesse d'un pays sur une année.

Pacte Vert : il engage l'Europe à devenir le premier continent au monde neutre pour le climat d'ici à 2050 en prônant une approche globale où tous les domaines clés seront traités.



Près de 700 demandeurs d'asile sont entrés en Finlande sans visa par la frontière avec la Russie depuis début août, un chiffre en nette augmentation.
© Lev Fedoseyev

La Finlande ferme ses frontières avec la Russie

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine et l'entrée de la Finlande dans l'**OTAN** en avril dernier, les tensions entre Helsinki et Moscou s'accroissent. Le gouvernement finlandais, accuse la Russie de laisser entrer sur son territoire des migrants sans-papiers afin d'orchestrer une crise migratoire en Europe.

Des migrants, originaires du Proche-Orient et d'Afrique, ont raconté à FranceInfo avoir été acheminés gratuitement depuis leur pays, sans la moindre idée de là où ils se rendaient. Pour empêcher cette situation, la Finlande a annoncé mercredi

22 novembre qu'elle ne garderait qu'un seul poste-frontière ouvert avec la Russie. Une décision prise après la fermeture de quatre de ces huit frontières la semaine précédente. Pour renforcer les activités de contrôle, l'Union européenne a déployé 50 fonctionnaires de l'agence européenne de gardes-frontières et de **gardes-côtes** Frontex. De son côté, la Russie rejette les accusations de la Finlande et déplore qu'Helsinki ait adopté une position russo-phobe. Les autorités russes ont également annoncé un renforcement des mesures de sécurité à la frontière finlandaise.

LEXIQUE

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique nord. Accord politique et militaire, entre plusieurs pays en Europe et en Amérique du Nord, pour protéger ensemble leurs populations et leurs territoires et maintenir la paix.

Gardes-côtes : Agent ou bateau chargé de la surveillance des côtes maritimes.

Sacha Rannou

FRANCE

Emmanuel Macron en visite en Suisse

Le président français Emmanuel Macron s'est rendu mercredi 15 novembre en Suisse pour une visite de deux jours. Au programme, la question des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Un déplacement rare entre les deux pays, symbole d'un réchauffement diplomatique.

C'est une visite presque historique. Ce mercredi 15 novembre, Emmanuel Macron s'est rendu à Berne pour y rencontrer son homologue, Alain Berset. Durant ce déplacement, les deux chefs d'Etat ont longuement évoqué les relations entre l'Union Européenne et la Suisse. L'objectif : renforcer les liens entre ces deux acteurs, notamment en matière d'économie, de sécurité, de migration ou encore d'indépendance

énergétique.

Pour la Suisse, qui ne fait pas partie de l'UE, le rapprochement avec cette dernière est un sujet politique très sensible. Jusqu'à présent, elle s'est montrée très fermée à l'idée de rejoindre des accords susceptibles d'affaiblir sa souveraineté et son indépendance. Ainsi, presque toutes les précédentes négociations ont échoué. Mais désormais, elle se dit prête à discuter à nouveau avec Bruxelles.

Un nouveau rapprochement franco-suisse

Cette visite, la première depuis celle de François Hollande en 2015, est l'occasion pour la France de resserrer ses liens avec son voisin **helvétique**. Emmanuel Macron compte ainsi briser



Emmanuel Macron, accompagné de sa femme Brigitte Macron et du président suisse Alain Berset – Berne, 15 novembre ©Actu.fr

la glace, depuis le froid diplomatique de juin 2021. Date à laquelle la Suisse, qui souhaitait moderniser son armée de l'air, avait fait faux bond à la France, en préférant commander des avions américains plutôt que les Rafale français initialement prévus. Un contrat de plus de 6 milliards d'euros, qui échappait à la France, vécu comme une humiliation.

Alexandre Péro

LEXIQUE

Réchauffement diplomatique : Amélioration des relations entre deux États
Helvétique : Relatif à la Suisse

Traité de non-prolifération des armes nucléaires : traité international conclu en 1968 qui vise à réduire le risque que l'arme nucléaire se répande à travers le monde.

Ogives nucléaires : partie antérieure d'un engin, d'un projectile de l'artillerie atomique, qui contient la charge nucléaire.



La France renforce sa dissuasion nucléaire

La France a procédé, samedi 18 novembre, au tir d'essai, sans charge nucléaire, de son nouveau missile balistique M51.3. Dans un contexte de menace atomique attisé par la Russie, c'est une manière de renforcer sa capacité de dissuasion.



La troisième version du missile M51, lancé le 18 novembre dernier © DGA via X

Conduit par la Direction générale de l'Armement (DGA), le missile a été lancé depuis son centre d'essai dans les Landes. Après s'être élevé à environ 1 000 kilomètres d'altitude, il est retombé dans l'Atlantique Nord. Ce nouveau missile intercontinental équipe les sous-marins nucléaires, lanceurs d'engins. Cette nouvelle version dispose d'une meilleure capacité de pénétration pour traverser les défenses anti-missiles.

Une démonstration de force de l'armée française

Selon le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, ce premier tir d'essai réussi : « pérennise la crédibilité de notre dissuasion nucléaire ». Ce geste est une manière de démontrer aux adversaires potentiels de la France et aux pays détenteurs de l'arme atomique, prévenus en amont de cet essai, de l'état de la dissuasion nucléaire française. Quatrième puissance nucléaire au monde, la France compte 290 **ogives nucléaires**. Le but est de susciter la crainte d'une réponse militaire en cas

d'attaque.

Pour rappel, cinq pays sont dotés "légalement" de l'arme nucléaire : la France, les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni et la Chine. Ces derniers ont tous signé le **Traité de non-prolifération des armes nucléaires**. Mais quatre autres États ont développé l'armement atomique de manière "illégal" : le Pakistan, l'Inde, la Corée du Nord et Israël.

Sacha Rannou

Le périple des Rohingyas en quête de refuge en Indonésie

En Indonésie, on observe une augmentation importante des réfugiés Rohingyas. Les Rohingyas, minorité musulmane persécutée en Birmanie, risquent chaque année leurs vies lors de longs et coûteux voyages en mer. L'ONU estime que près de 379000 personnes ont fui la Birmanie depuis fin août.



© AFP

La semaine dernière, les Indonésiens de la province d'**Aceh** ont rejeté plusieurs embarcations de fortune en provenance du Bangladesh, indiquant qu'ils ne pouvaient pas accueillir tous les réfugiés Rohingyas en raison de leurs ressources vitales limitées. Comme en témoignent tristement les clichés d'embarcations, les locaux hostiles renvoient alors les Rohingyas épuisés et affamés face à leur errance maritime. Ce n'est que dimanche que le groupe illustré a finalement pu fouler la terre ferme.

Le génocide des Rohingyas en Birmanie

Les Rohingyas tentent de trouver refuge en Indonésie, pour fuir la persécution subie en Birmanie, en particulier dans l'État d'Arakan. Les Rohingyas, en raison de leur identité ethnique et religieuse, sont rejetés par le gouvernement birman, majoritairement bouddhiste. Les autorités birmanes ont souvent refusé de reconnaître les Rohingyas comme des citoyens, les traitant plutôt

comme des étrangers indésirables. Le conflit a pris une tournure plus violente ces dernières années, culminant avec une escalade en 2017. Des rapports de l'ONU font état d'atrocités généralisées, notamment de meurtres, viols, incendies de villages et déplacements forcés perpétrés par les forces de sécurité birmanes. Ces actes ont été largement qualifiés de génocide par plusieurs organisations internationales et experts des droits de l'homme. Au cœur de cette crise humanitaire, des communautés entières de Rohingyas vivent dans des conditions précaires, souvent reléguées à des camps surpeuplés, dépourvus d'installations sanitaires adéquates et d'accès aux services de base. La vie quotidienne est marquée par une lutte constante pour la survie, avec un accès limité à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé.

Les Rohingyas sont confrontés à des restrictions sévères de leurs droits fondamentaux, y compris la liberté de mouvement et l'accès à l'éducation. De

nombreuses familles sont séparées, les déplacements étant entravés par des barrières administratives et des discriminations institutionnalisées. Les enfants Rohingyas grandissent dans un environnement où l'éducation est généralement hors de portée, compromettant ainsi leurs perspectives d'avenir. Sur le plan géopolitique, la question des Rohingyas en Birmanie a suscité des réactions internationales diverses, allant de la condamnation des violations des droits de l'homme à des actions humanitaires concrètes et à des pressions diplomatiques visant à résoudre cette crise humanitaire.

Alicia Tournier

LEXIQUE

Aceh : une province d'Indonésie, située sur la pointe nord de l'île de Sumatra.

Génocide : Crime contre l'humanité tendant à la destruction totale ou partielle d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux ; sont qualifiés de génocide les atteintes volontaires à la vie, à l'intégrité physique ou psychique, la soumission à des conditions d'existence mettant en péril la vie du groupe.

REVUE DE PRESSE

Javier Milei, le « Trump de la pampa », élu président de l'Argentine : raz-de-marée médiatique entre « nouveau » et « inquiétude »

C'est un véritable raz-de-marée médiatique. L'élection de Javier Milei, qualifié « d'extrême droite », « d'ultralibéral » voire de « fou », à la tête de l'Argentine, divise. À la fois en Argentine, où les manifestations anti-Milei ont débuté, mais aussi en dehors.

L'élection de Javier Milei à la présidence de l'Argentine crée une onde de choc médiatique mondiale. Comparé à Donald Trump, qualifié de candidat ultralibéral et d'extrémiste, le nouveau président argentin divise le pays et suscite des préoccupations quant aux droits des femmes et des minorités avant d'avoir mis en place ses premières mesures.

Aux États-Unis, le comparatif avec Donald Trump, ancien président élu en 2016, est « évident » pour le **New York Times**. Donald Trump et Javier Milei partagent de nombreuses similitudes : ce sont deux personnalités prônant un monde ultralibéral, issus du milieu audiovisuel, particulièrement de la télévision. Ils se distinguent par un style propre à chacun, marqué par un charisme indéniable. Le quotidien américain titrait d'ailleurs au lendemain de son élection : « Javier Milei's Presidential Win Is Argentina's Donald Trump Moment », comparant ainsi l'après-élection américaine de 2016 à celle de Javier Milei en 2023.

En Argentine, les médias sont divisés entre partisans de Milei et ceux du gouvernement en place. **La Nación**, quotidien conservateur de Buenos Aires publié à l'échelle nationale, se réjouit

de l'élection d'« El Loco » en déclarant : « Une nouvelle époque commence ». Carlos Pagni, journaliste politique du journal, évoquait après l'élection une « terra incognita », une terre inconnue, suggérant un « nouveau » et un « changement radical nécessaire ». A contrario, le journal **Página 12**, marqué à gauche en Argentine, mettait en garde contre les dangers potentiels de cette élection, notamment pour les femmes et les minorités. Il titrait « Si a Milei le va bien, al país le va a ir mal », comprendre « Si Milei va bien, le pays se portera mal » et multiplie les articles critiques sur le nouveau président argentin depuis son élection, qui suscite beaucoup d'« inquiétude ».

Lors du second tour, Milei a obtenu 56 % des voix contre 44 % pour Massa. Il n'était pourtant pas favori, sa victoire rappelle donc certaines surprises électorales, comme la victoire de Trump, le vote du Brexit, ou, plus récemment, l'élection du populiste d'ultra-droite Geert Wilders aux Pays-Bas. Le nouveau président ultralibéral promet « la reconstruction de l'Argentine » et la « fin de la décadence ». Sa victoire est attribuée au soutien de la droite classique, sa proposition de dollariser l'économie et à son style original. Cependant, former une

majorité stable au parlement reste un défi.

C'est d'ailleurs ce que relevait le quotidien libéral **l'Opinion**, né en 2013, qui titrait en reprenant le slogan de Milei : « Vive la liberté, bordel ! » mais qui tempérait sur le pouvoir réel de Milei. « Trump de la pampa ne pourra pas appliquer certaines mesures controversées de son programme ». Rémi Godeau, journaliste à l'Opinion, expliquait ce résultat d'un « vote sanction clair et net », contre le « protectionnisme et la corruption », entre autres. Le journal **Libération**, marqué à gauche, titrait de son côté : « L'élection de Javier Milei ou la victoire du bullshitisme », appuyant sur la « sape des conditions les plus élémentaires du débat démocratique. »

L'élection de Milei soulève des questions sur l'avenir des droits et des minorités en Argentine. Alors que certains voient une opportunité de changement, d'autres expriment des préoccupations quant à d'éventuels reculs, en particulier en ce qui concerne les droits des femmes et des minorités sexuelles. Les prochains mois seront cruciaux pour évaluer la direction que prendra l'Argentine sous la présidence de Javier Milei.

Timothée Thomas-Collignon

